



AUDIT  
COMMISSARIAT  
AUX COMPTES

ÉVALUER  
RASSURER  
RECOMMANDER  
PÉRENNISER



## **ASSOCIATION FELIX-JEAN MARCHAIS**

Association Loi 1901

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2021**

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association FELIX-JEAN MARCHAIS,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « FELIX JEAN-MARCHAIS » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport..

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'Association a comptabilisé des concours publics et subventions d'exploitation pour un montant de 3 750 946 euros.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- à vérifier la concordance de la dotation globalisée commune comptabilisée avec la décision tarifaire du financeur,
- à s'assurer de la corrélation des crédits non reconductibles et des subventions d'exploitation comptabilisées avec les conventions d'attribution,
- à vérifier la correcte imputation comptable.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

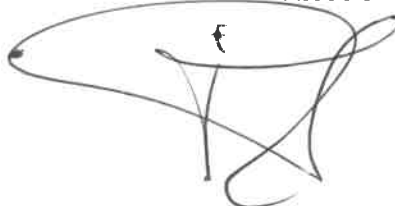
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laval, le 2 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes,

**ALTONEO AUDIT**

Franck NOGUET  
Associé



## Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similai	14 304	14 304		
Autres immobilisations incorporelles	6 365	6 168	196	987
Immobilisations corporelles				
Terrains	96 053	9 035	87 018	87 190
Constructions	6 760 828	4 006 312	2 754 517	2 988 833
Installations techniques, matériels et outillages industriel	348 969	336 078	12 891	15 581
Autres immobilisations corporelles	643 536	528 195	115 342	92 573
Immobilisations financières				
Participations	4 000		4 000	4 000
Autres titres immobilisés	177		177	177
Autres immobilisations financières	5 799		5 799	899
<b>Total I</b>	<b>7 880 031</b>	<b>4 900 091</b>	<b>2 979 939</b>	<b>3 190 239</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 568		1 568	461
Créances				
Autres créances	20 187		20 187	21 184
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	1 081 257		1 081 257	1 081 250
Disponibilités	1 954 876		1 954 876	1 808 571
Charges constatés d'avance	26 074		26 074	22 785
<b>Total II</b>	<b>3 083 963</b>		<b>3 083 963</b>	<b>2 934 251</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>10 963 994</b>	<b>4 900 091</b>	<b>6 063 903</b>	<b>6 124 490</b>

## Bilan Passif

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	673 752	673 752
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	1 082 078	1 082 078
Report à nouveau	-31 285	-13 699
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	612 843	457 872
<b>Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales</b>	<b>-7 478</b>	<b>-2 566</b>
<b>Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</b>	<b>-65 797</b>	<b>139 951</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 264 113</b>	<b>2 337 389</b>
Subventions d'investissement	633 603	671 944
Provisions réglementées	151 751	147 589
<b>Total I</b>	<b>3 049 467</b>	<b>3 156 922</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	1 633 318	1 431 439
<b>Total II</b>	<b>1 633 318</b>	<b>1 431 439</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour charges	174 967	250 043
<b>Total III</b>	<b>174 967</b>	<b>250 043</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	805 513	949 198
Emprunts et dettes financières diverses	69	628
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	108 030	92 972
Dettes fiscales et sociales	276 772	231 318
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 487	11 882
Autres dettes	281	89
<b>Total IV</b>	<b>1 206 151</b>	<b>1 286 086</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>6 063 903</b>	<b>6 124 490</b>



## Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	3 208	3 931
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 750 946	3 900 483
Ressources liées à la générosité du public	400	
Dont Legs, donations et assurances-vie	400	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	106 590	17 989
Utilisation des fonds dédiés	215 441	79 994
Autres produits	106	3
<b>Total I</b>	<b>4 076 692</b>	<b>4 002 400</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	676 875	619 561
Impôts, taxes et versements assimilés	213 728	187 182
Salaires et traitements	1 841 592	1 740 425
Charges sociales	658 973	552 043
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	328 862	328 331
Dotations aux provisions	18 234	24 088
Reports en fonds dédiés	417 320	571 511
Autres charges	1	150
<b>Total II</b>	<b>4 155 585</b>	<b>4 023 292</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-78 894</b>	<b>-20 892</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	4 599	1 379
<b>Total III</b>	<b>4 599</b>	<b>1 379</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	30 072	34 384
<b>Total IV</b>	<b>30 072</b>	<b>34 384</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-25 473</b>	<b>-33 005</b>

## Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-104 367</b>	<b>-53 897</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations en capital		2 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	40 868	208 295
<b>Total V</b>	<b>40 868</b>	<b>210 295</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 776	19 013
<b>Total VI</b>	<b>9 776</b>	<b>19 013</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>31 091</b>	<b>191 282</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>4 122 159</b>	<b>4 214 075</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>4 195 434</b>	<b>4 076 690</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-73 275</b>	<b>137 385</b>
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contr	-65 797	139 951



# Comptes Annuels / 2021

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

*Annexe*

## Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques	x		
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations		x	
- Estimation du portefeuille de TIAP		x	
- Liste des filiales		x	
- Détail des amortissements		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des suretés réelles		x	
- Tableau de variation des fonds propres		x	
- Provisions réglementées	x		
- Provisions pour risques et charges	x		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance		x	
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		x	
- Honoraires des commissaires aux comptes		x	
- Subventions d'exploitation	x		
- Suivi des subventions affectées	x		
- Concours publics et subventions		x	
- Résultat financier		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Analyse du résultat			
- Tableau des effectifs		x	
- Rémunération des dirigeants	x		
- Engagements financiers donnés	x		
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		x	
- Engagement de retraite		x	
- CICE	x		
- Contributions volontaires	x		
- Suivi des legs et donations		x	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		x	
- Suivi des dons restant à vendre		x	
- Legs autorisés à réaliser		x	
- Fonds dédiés sur générosité du public		x	
- Compte de résultat par origine et destination		x	

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOCIATION FELIX JEAN MARCHAIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 6 063 903 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 73 275 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Les statuts de l'Association Félix-Jean Marchais ont été déposés en préfecture le 22 octobre 1936.

L'association défend des valeurs d'altruisme, de respect des personnes et de bientraitance.

L'association a évolué au fil du temps. Elle est gestionnaire du Dispositif ITEP (Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique) en Mayenne.

Ce Dispositif accompagne des enfants, des adolescents ou des jeunes adultes qui présentent des difficultés psychologiques, dont l'expression notamment l'intensité des troubles du comportement perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

A ce titre, les actions se situent dans le champ du handicap psychique.

Le Dispositif (DITEP. FJM) est composé de deux établissements et d'un service :

- ITEP La Perdrière – 91, Rue de Grenoux à Laval : 16 places pour des jeunes de 7 à 16 ans
- ITEP Pro (à vocation préprofessionnelle) F.J Marchais – 22, Rue Ulphace Benoist à Andouillé : 27 places pour des jeunes de 14 à 20 ans
- SESSAD (Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile) La Perdrière – 91, Rue de Grenoux à Laval : 45 places pour des jeunes de 5 à 20 ans

L'autorité de contrôle est l'Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire. Un contrat d'objectif et de moyens est conclu avec l'ARS.

Le financement est assuré par les caisses d'assurance maladie (Budget accordé, 3 millions d'euros).

Afin d'assurer le fonctionnement de son service et de ses deux établissements, l'association emploie 76 professionnels. Les plateaux techniques sont pluridisciplinaires

- professionnels de soins
- éducateurs et éducateurs techniques
- assistant de service social
- services généraux et administratifs
- personnels d'encadrements
- enseignants mis à disposition par l'Education Nationale

Notre périmètre d'intervention est le département de la Mayenne. C'est la maison départementale de l'autonomie (MDA) qui propose aux parents une intervention de notre dispositif.

Le Dispositif ITEP établit des partenariats avec de nombreuses institutions mayennaises (Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, Direction Départementale de l'Enseignement Catholique, services sociaux, services de psychiatrie, établissements et services d'aide au travail, structures médico-sociales,) et des entreprises (réseau d'employeurs).

L'association participe aux réflexions départementales concernant les orientations des politiques publiques (conseil territorial de santé ; plan département de santé mentale (PTSM) ; conseil local de santé mentale (CLSM) de l'agglomération lavalloise ; groupement hospitalier de territoire (GHT).

## Règles et méthodes comptables

L'association coopère avec de nombreux acteurs du département notamment par les biais d'une association (TEAM) qui regroupe plus de 20 directeurs d'associations gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux.

L'association est membre fondateur et inscrite dans un réseau régional : le GIAC (Groupement Inter Associatif de Coopération des Pays de la Loire). Celui-ci regroupe huit associations de la région, qui ont pour intérêt commun les personnes en difficultés (1800 personnes accompagnées, 650 salariés).

L'association est également partie prenante d'un réseau national : l'AIRe (Association Nationale des ITEP et de leurs réseaux) et milite pour améliorer la prise en compte des personnes en souffrance psychique.

L'association a mis en place deux projets nouveaux adossés au dispositif ITEP :

- Une Equipe Mobile Ressource (EMR) : ce projet expérimental est opérationnel depuis octobre 2015. Il s'agit de soutenir des équipes de professionnels de l'enseignement et de la formation, confrontés à des jeunes présentant des troubles du comportement important. Cette équipe mobile ressource a accompagné plus de 200 équipes de professionnels de l'enseignement mais aussi est intervenue dans des centres de loisirs, auprès des services d'aides aux familles (TISF, techniciens de l'intervention sociale et familiale) et dans des maisons d'enfants à caractère sociale (MECS). En 2019, l'ARS de Pays de la Loire a confié la gestion de l'Equipe Mobile d'Appui à la scolarisation des enfants en situation de handicap (EMA) à l'association. Cela vient compléter le dispositif existant.

- Un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE) opérationnel depuis septembre 2017 afin de prendre en compte les nombreuses situations en liste d'attente (20 places).

- Un PCPE afin d'accompagner la sortie du DITEP et libérer ainsi des places.

L'association est également porteuse d'autres projets.

Elle a déposé les projets suivants :

- Un projet d'établissement pour accueillir des adolescents en grande difficultés psychiques, alternative à la psychiatrie.
- Un projet de centre familial d'accueil spécialisé.
- Un projet d'antenne du DITEP sur la ville de Mayenne

Ces trois projets n'ont pas abouti, mais d'autres projets ont vu le jour.

- L'association a été à l'initiative en 2018 d'un travail en coopération avec d'autres acteurs du département, sur la problématique des 16 ans-25 ans en voie marginalisation. Ce dispositif a pris son envol en fin d'année 2020 avec la création d'un groupement de coopération social et médico-social (GCSMS) dénommé « L'appui ». Il s'agit d'une expérimentation de trois années financées par l'ARS et la CAF. L'association est donc membre fondateur de ce dispositif

- L'association a lancé dans le même temps une réflexion avec l'association INALTA gestionnaire du CMPP (Centre Médico Psycho-Pédagogique), la DSDEN (Direction des Services de la Départementaux de l'Education Nationale), la DDEC (Direction Départementale de l'Enseignement Catholique), la PMI, la pédopsychiatrie, le CAMSP (Centre d'Action Médico-Social Précoce). Ce travail coopératif a abouti à la création d'un dispositif expérimental nommé « Les Petits Pas », géré par l'association FJM en étroite coopération avec le CMPP. Il s'agit d'un dispositif de prévention primaire à l'attention des pères et mères d'enfants de 0 à 6 ans qui peuvent avoir des inquiétudes sur ce qui se passe pour leur enfant. Financé par l'ARS et la CAF, ce dispositif est implanté sur Laval Agglomération et sur Renazé depuis novembre 2020.

En 2021, l'ARS, en partenariat avec le conseil départemental (ASE), a confié la gestion de l'Equipe mobile de soutien à la protection de l'enfance. Le dispositif contient un volet de soutien (de type EMR) auprès des professionnels et un autre volet sur l'accueil, sur des temps d'atelier, des enfants confiés à l'aide social à l'enfance.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

## Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Terrains et aménagements : 50 ans
- \* Constructions : 16 à 30 ans
- \* Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



## Règles et méthodes comptables

### Conséquences de l'événement Covid-19

---

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

## Faits significatifs

Le montant des rémunérations allouées aux trois plus haut cadres dirigeants, bénévoles et salariés, s'élève à 170 900 euros, et avantage en nature : néant.

En plus des dépenses normalement comptabilisées, l'association a bénéficié au cours de cet exercice d'une mise à disposition de trois personnes de l'éducation nationale. Le montant de cette mise à disposition se décompose comme suit :

- salaires bruts : 59 873,20 €
- indemnités diverses : 8 368,16 €

## Autres éléments significatifs

- Départ à la retraite de Jean Pierre Berçon et arrivée de Claire Veillepeau en juin 2021.
- La restructuration des services et des deux directions adjointes a continué à se mener, pour renforcer la notion de dispositif. La prise en charge et l'accueil des enfants de 5 à 20 est ainsi structurée : un DITEP pour les 5-14 ans (un SESSAD 5-14 et l'ITEP de Laval 7-14 ans) et un DITEP pour le 14-20 ans (un SESSAD pour les 14-20 et l'ITEP de Andouillé 14-20). Un poste de cheffe de service des deux SESSAD a pu être financé et créé.
- Une création de 6 places pérennes de SESSAD à compter de septembre 2021.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 668			20 668
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>20 668</b>			<b>20 668</b>
- Terrains	96 053			96 053
- Constructions sur sol propre	6 307 564			6 307 564
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	413 477	39 787		453 265
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	345 542	3 426		348 969
- Installations générales, agencements aménagements divers	95 520	1 112		96 632
- Matériel de transport	269 548	63 468		333 016
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	208 020	5 868		213 889
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 735 724</b>	<b>113 661</b>		<b>7 849 387</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 000			4 000
- Autres titres immobilisés	177			177
- Prêts et autres immobilisations financières	899	4 900		5 799
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 076</b>	<b>4 900</b>		<b>9 976</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 761 468</b>	<b>118 561</b>		<b>7 880 031</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 681	790		20 472
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>19 681</b>	<b>790</b>		<b>20 472</b>
- Terrains	8 863	172		9 035
- Constructions sur sol propre	3 522 513	228 397		3 630 686
- Constructions sur sol d'autrui				120 225
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	209 695	45 706		255 401
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	329 962	6 116		336 078
- Installations générales, agencements aménagements divers	94 491	3 246		97 737
- Matériel de transport	204 498	26 813		231 310
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	181 526	17 621		199 147
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 551 548</b>	<b>328 071</b>		<b>4 879 619</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>4 571 229</b>	<b>328 861</b>		<b>4 900 091</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 52 060 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	5 799		5 799
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	20 187	20 187	
Charges constatées d'avance	26 074	26 074	
<b>Total</b>	<b>52 060</b>	<b>46 261</b>	<b>5 799</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	13 607
Divers - produits à recevoir	679
Intérêts courus à recevoir	7 357
<b>Total</b>	<b>21 644</b>



## Notes sur le bilan

### Fonds propres

### Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Renouvellements investissements				
Prêts d'installation				
Autres provisions	147 589	4 161		151 751
<b>Total</b>	<b>147 589</b>	<b>4 161</b>		<b>151 751</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation				
Financières		4 161		
Exceptionnelles				

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	250 043	19 846	94 923		174 967
<b>Total</b>	<b>250 043</b>	<b>19 846</b>	<b>94 923</b>		<b>174 967</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		18 234	94 923		
Financières					
Exceptionnelles		1 612			

La dotation aux provisions de l'exercice correspond à :

- Provision pour départ en retraite constituée, afin de financer les départs prévus dans les 5 ans à venir, le montant de cette provision s'élève à 47 202 euros
- Provision pour investissement : 8 489 euros

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 206 151 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	805 513	55 518	191 411	558 584
- à plus de 1 an à l'origine	69	69		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	108 030	108 030		
Dettes fiscales et sociales	276 772	276 772		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 487	15 487		
Autres dettes (**)	281	281		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>1 206 151</b>	<b>456 156</b>	<b>191 411</b>	<b>558 584</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	143 685			
(**) Dont envers les associés				

#### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	32 952
Fnp maison 134	270
Intérêts courus	69
Dettes provis. pr congés à payer	139 708
Etat - autres charges à payer	231
<b>Total</b>	<b>173 230</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	26 074		
<b>Total</b>	<b>26 074</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Subventions d'exploitation

##### Suivi des subventions affectées

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
Investissements		678 707	38 088		640 619
Fonds dédés		26 804			26 804
EMA		25 295			25 295
Fonds dédiés divers				118 892	118 892
PCPE	665 200	602 322	79 040		523 282
Petits pas		98 311	98 311	118 560	118 560
places	31 167			19 282	19 282
Protection de l'enfant	163 690			160 585	160 585
<b>Total</b>	<b>860 057</b>	<b>1 431 439</b>	<b>215 439</b>	<b>417 319</b>	<b>1 633 319</b>



## Autres informations

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Intérêts des emprunts	218 849
Engagement indemnité fin de carrière dont 47 202.36 euros comptabilisé	308 883
les hypothèses actuarielles sont les suivantes	
Taux d'actualisation 0.98%	
Taux de croissance des salaires 1%	
âge de départ à la retraite 62 ans	
table de taux de mortalité : (table INSEE 2021)	
Autres engagements donnés	527 732
<b>Total</b>	<b>527 732</b>

## Autres informations

### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat	7 026	7 274
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>7 026</b>	<b>7 274</b>
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	7 026	7 274
<b>Total</b>	<b>7 026</b>	<b>7 274</b>

La valorisation des 328 heures des bénévoles est estimé avec le taux horaire d'une personne administrative de 21,42 euros chargé.